

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 15 juillet 2024

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

140 M USD

C'est le montant de financements reçus par les fintechs nigérianes en 2024, qui occupent ainsi la première place en Afrique selon Afridigest.

Nigéria :

Le gouvernement acte la hausse du salaire minimum, dont le seuil est désormais de 70 000 NGN ; Le pic inflationniste semble se rapprocher malgré une hausse des prix renouvelée en juin ; Le FMI révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour le Nigéria, à l'heure où le gouvernement envisage une augmentation du budget de l'année 2024 ; TotalEnergie cède ses activités nigérianes à terre à Chappal Energies pour un montant de 860 M USD ; Access Bank obtient un prêt syndiqué de 295 M USD auprès de bailleurs internationaux pour soutenir les PME locales.

Ghana :

Le secteur informel représente 75 % de la main-d'œuvre du Ghana ; Le président de la République du Ghana lance un programme de 8,2 Md GHS pour les PME ; D'après Fitch Solutions, le parti d'opposition (NDC) a toutes les chances de remporter les élections de décembre face au NPP.

Nigeria

Le gouvernement acte la hausse du salaire minimum, dont le seuil est désormais de 70 000 NGN

Dans la soirée de jeudi, et après plusieurs mois de tensions et de négociations autour de la révision du salaire minimum, le gouvernement fédéral a atteint un accord avec les syndicats pour une [augmentation du salaire minimum qui passe de 30 000 NGN à 70 000 NGN \(44 USD\)](#). Cette mesure s'est aussi accompagnée d'une promesse présidentielle de révision récurrente de ce seuil minimal tous les trois ans, et d'accompagnement du secteur privé ainsi que des Etats fédérés et gouvernements locaux dans la mise en place de cette hausse salariale. Elle fait suite à une série de grèves et de manifestations ces derniers mois pour exiger une augmentation significative du salaire minimum, dont notamment un mouvement de grève qui avait débuté le 3 juin et touché plusieurs secteurs critiques, comme l'électricité, les transports aériens, les services gouvernementaux et les hôpitaux. Si la mesure a pour vocation d'augmenter le pouvoir d'achat des nigériens, surtout les plus pauvres, il convient cependant de relever que l'emploi salarié est peu répandu dans les segments les plus vulnérables de la population.

Le pic inflationniste semble se rapprocher malgré une hausse des prix renouvelée en juin

D'après les [données du Bureau national des statistiques nigérian \(NBS\) publiées lundi](#), l'inflation poursuit sa hausse pour le mois de juin et atteint 34,2 % en glissement annuel pour l'inflation globale, un nouveau sommet qui n'avait jamais été atteint depuis 28 ans, avec une augmentation de 0,2 pp depuis le mois de mai. La hausse des prix continue d'être portée par les denrées alimentaires dont l'inflation est chiffrée à 40,9 % en g.a, également en hausse de 0,2 pp par rapport au mois de mai. Tout particulièrement, la composante des aliments importés est en hausse de 36,4 % en g.a ce mois-ci contre 34,8 % en g.a pour le mois précédent. L'inflation sous-jacente prolonge aussi sa trajectoire ascendante pour le mois de juin : alors qu'elle était de 27 % en g.a en mai, elle est désormais estimée à 27,4 % en g.a en juin.

Si l'évolution mensuelle de l'inflation affiche une légère augmentation de 0,2 pp pour le mois de juin après quatre mois consécutifs de baisse, il n'empêche que [l'inflation semble se rapprocher de son pic](#). La disparition des effets de base liés à la dévaluation du naira en juin 2023 devraient transparaître dans les données des prochains mois et contribuer à une éventuelle baisse de l'inflation, couplée aux efforts du gouvernement en termes de maîtrise de l'inflation alimentaire, avec notamment l'ouverture d'une fenêtre d'importation franchise de 150 jours pour plusieurs produits alimentaires. Les décaissements progressifs des programmes de la Banque mondiale ainsi que du prêt contracté auprès de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), qui ont déjà débuté, pourraient par ailleurs contribuer à la stabilisation du taux de change du naira par l'entrée de devises étrangères, permettant par-là de lutter contre l'inflation importée.

Dans l'ensemble, l'accélération de l'inflation milite tout de même, selon plusieurs analystes, pour une nouvelle hausse des taux directeurs lors de la prochaine réunion de politique monétaire de la Banque centrale du Nigéria (CBN), prévue les journées du 22 et du 23 juillet.

Le FMI révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour le Nigéria, à l'heure où le gouvernement envisage une augmentation du budget de l'année 2024

Dans la mise à jour de son rapport phare sur l'économie mondiale [World Economic Outlook](#) publiée mardi, le Fonds monétaire international (FMI) réduit les prévisions de croissance du Nigéria pour 2024, qui passent de 3,3 % à 3,1 %, laissant les prévisions de 2025 inchangées. **Le FMI cite une activité plus faible que prévu pour les trois premiers mois de 2024 en appui à cette décision.** En conséquence, le Fonds revoit également la croissance de l'Afrique Subsaharienne à la baisse de 0,1 pp, désormais attendue à 3,7 % pour l'année en cours, suite à la prévision plus pessimiste sur l'économie nigériane. En effet, la croissance du Nigéria au premier semestre constatée par le Bureau national des statistiques nigérian (NBS) est de 3 %, un ralentissement notable par rapport au dernier trimestre de 2023 où l'économie a connu une croissance de 3,5 %.

Malgré cela, l'Assemblée nationale [a approuvé l'augmentation du budget de l'Etat Fédéral demandée par le gouvernement, à hauteur de 6 200 Md NGN \(3,8 Md USD\)](#). Ces dépenses supplémentaires destinées à des investissements en infrastructures, santé et éducation, devraient être financées par une taxe exceptionnelle sur les gains de change réalisés par les banques en 2023 ainsi qu'une taxe sur les boissons sucrées. Pourtant, le décalage entre les dépenses supplémentaires et la mise en place de leurs mécanismes de financement pourrait poser un risque pour le déficit public, et plus généralement les finances publiques, surtout compte tenu de l'affaiblissement des prévisions de croissance mentionné ci-avant.

TotalEnergie cède ses activités nigérianes à terre à Chappal Energies pour un montant de 860 M USD

TotalEnergies [a signé un accord avec Chappal Energies, une entreprise locale du secteur pétrolier, portant sur la vente de ses actifs à terre](#). La transaction, qui devrait être finalisée d'ici le 31 décembre 2024 pour un montant de 860 M USD, acte la vente des 10% de participation de TotalEnergies dans les licences de la JV Shell Petroleum Development Company of Nigeria Limited (SPDC) au Nigéria. TotalEnergies vend ainsi à Chappal Energie sa participation de 10% dans quinze licences de SPDC JV qui produisent essentiellement du pétrole et dans trois licences de production de gaz (OML 23, OML 28 et OML 77). En 2023, les quinze licences pétrolières ont représenté une production d'environ 14 000 barils par jour.

L'entreprise française poursuit ainsi sa stratégie de se concentrer sur ses activités pétrolières en eau profonde et sur ses activités gazières. Cette cession confirme la tendance des grandes compagnies pétrolières internationales, comme ExxonMobil, Chevron ou Shell, à se retirer des activités de production à terre dans le Delta du Niger et de les léguer à des entreprises nigérianes. En septembre 2023, l'entreprise italienne Eni a accepté de vendre sa filiale nigériane Agip Oil Company à l'entreprise Oando. En janvier 2024, Shell a annoncé la cession de ses intérêts pétrogaziers à terre au Nigéria à travers la vente de ses participations dans SPDC JV pour 2,4 Md USD au consortium Renaissance, composé de quatre entreprises nigérianes et d'une entreprise suisse. Néanmoins, le processus de cession n'est à ce jour toujours pas acté.

Access Bank obtient un prêt syndiqué de 295 M USD auprès de bailleurs internationaux pour soutenir les PME locales

La plus grande banque du Nigéria, Access Bank, a [annoncé avoir obtenu un prêt syndiqué de 295 M USD](#). Parmi les bailleurs, on compte les Banques de développement néerlandaises (FMO), britanniques (BII), belges (BIO), finlandaises (Finnfund), norvégiennes (Norfuund), suédoises (Swedfund), ainsi que des fonds privés, comme BlueOrchard, basé en Suisse et Oikocredit, une coopérative internationale d'origine néerlandaise.

Ce prêt vise à soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) locales, en mettant l'accent sur les jeunes entrepreneurs, les entreprises appartenant à des femmes, les entreprises du secteur agricole et les très petites entreprises (TPE). Les PME nigérianes rencontrent des difficultés à accéder à des financements à des coûts abordables en raison de la hausse des taux d'intérêts et de l'envolée de l'inflation. Selon la Banque centrale du Nigéria (CBN), le taux d'intérêt moyen appliqué à cette catégorie d'entreprises s'élève à 28,67 %.

Ghana

Le secteur informel représente 75 % de la main-d'œuvre du Ghana

[Le secteur informel domine sur le marché du travail ghanéen, employant 75 % de la main-d'œuvre du pays.](#) Les emplois qu'il offre sont souvent précaires et à faible revenu, contribuant au problème généralisé du sous-emploi dans le pays.

Le [rapport](#) « *La valeur future du travail au Ghana : Voies vers des emplois durables* », publié par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en collaboration avec le Service statistique du Ghana (GSS) et le NDPC, recommande une série de mesures pour remédier à cette situation et souligne la nécessité d'investissements stratégiques dans le capital humain et les infrastructures pour créer des opportunités d'emploi durables. Il recommande de simplifier les réglementations, de fournir des formations ciblées et de **promouvoir la formation entrepreneuriale pour préparer les jeunes aux emplois futurs.**

En outre, le rapport met en évidence le problème alarmant du chômage des jeunes, avec **65 % des jeunes âgés de 15 à 24 ans étant sans emploi**, la moitié d'entre eux étant non actifs (éducation, grossesse et tâches ménagères), et un taux de chômage de 9,7 %.

Le Ghana fait face depuis plusieurs années à une croissance sans emploi : la croissance économique n'a pas généré d'emploi car elle s'est produite dans des secteurs moins intensifs en main d'œuvre tels que l'extraction de ressources naturelles ou les secteurs techniques (financiers, TIC), contrairement à des secteurs tels que la manufacture ou l'agriculture qui ont la capacité à employer plus de personnes. Les petites entreprises, la vente ambulante et les services informels demeurent des sources majeures d'emploi.

Le président de la République du Ghana lance un programme de 8,2 Md GHS pour les PME

[Le président Nana Akufo-Addo a lancé le Programme de Croissance et d'Opportunité des PME au Ghana](#) qui vise à soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) à fort potentiel pour se développer et prospérer sur le marché international. **Ce programme, financé par le gouvernement et des institutions financières locales et internationales avec une enveloppe de 8,2 Md GHS (530 M USD), offre un soutien financier, technique et commercial aux PME.**

Il sera géré conjointement par les Ministères des Finances et du Commerce et de l'Industrie. En outre, l'Agence des Entreprises du Ghana (GEA), la Banque EXIM du Ghana et la Banque de Développement du Ghana (DBG) seront les principaux acteurs

opérationnels, facilitant des subventions et prêts à taux subventionnés pour les PME à fort potentiel de croissance.

Des initiatives spécifiques incluent notamment la création d'un hub d'innovation alimentaire et des programmes de renforcement des capacités pour soutenir le développement économique et la création d'emplois dans le pays. Le secteur des PME demeure la pierre angulaire de l'économie, représentant 90 % des entreprises du pays avec environ 850 000 PME, constituant 70 % du PIB du pays et fournissant 80 % des emplois du secteur privé.

D'après Fitch Solutions, le parti d'opposition (NDC) a toutes les chances de remporter les élections de décembre face au NPP

[Le cabinet d'études et de données Fitch Solutions estime que le parti au pouvoir, le NPP, sera battu par le parti d'opposition, le NDC, lors des élections générales du 7 décembre.](#) La société londonienne affirme que 54 % des personnes sondées sont en faveur du candidat du NDC, John Mahama.

D'après Fitch Solutions, l'état actuel de l'économie jouera un rôle important dans le choix des électeurs le 7 décembre. Ils ont expliqué que la gestion économique et la création d'emplois seront les thèmes les plus importants pour les électeurs ce qui, selon eux, désavantagera le NPP au pouvoir, compte tenu des défis économiques auxquels le pays a été confronté au cours des deux dernières années.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

mohamed.elguindi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : mohamed.elguindi@dgtresor.gouv.fr